



Lettre n°21/05

LA LIGNE, LA CRÊTE ET LA PLAINE

En se succédant et en s'amplifiant, les tribunes, les pétitions et leurs commentaires entraînent, auprès des responsables de l'ASAF, des réactions tant des adhérents que de nos amis, qui sont l'occasion d'une réflexion sur le positionnement, pas toujours bien compris, de notre association.

Rappelons donc, en guise de « ligne » que nous sommes d'abord des citoyens, libres d'opinion, réunis par un souci commun : celui de la force des armes de la France, indissociable d'une Nation libre et souveraine et au service des intérêts supérieurs du pays que sont sa liberté et sa souveraineté. De ce fait, si l'ASAF est apolitique au sens partisan du terme, elle atteint au Politique, compris comme souci ou soin de la Cité, étant entendu que s'attacher à défendre nos armées sans se préoccuper de leur finalité ultime et de la situation du pays qui forme leur substrat serait absurde.

C'est précisément cette situation qui nous inquiète, comme elle inquiète, depuis longtemps, une grande majorité de nos compatriotes. Sauf à mépriser les sentiments venus de la profondeur d'un peuple, il n'est pas possible d'ignorer l'effet produit sur les esprits par la fragmentation de la société, la violence croissante et souvent impunie ou les tentatives de reconstruction de l'Histoire, le tout se greffant sur un affaiblissement moral et intellectuel reconnu par des personnalités de tous horizons.

Dans un tel contexte, il n'est pas surprenant, sur le fond, que se manifestent des gardiens de la Cité, anciens ou actuels, alors que par ailleurs l'on pourra toujours évoquer des risques de récupération politique. S'il appartient à l'Institution, pour ce qui la concerne, de se prononcer sur la forme prise par cette expression, il n'en reste pas moins que ces tribunes, les postures et les exclamations outragées qui les accompagnent nous appellent aussi à réfléchir : à l'émotion doit succéder la raison, à la stérilité des polémiques doit être préférée la fécondité des enseignements. En d'autres termes : « Prenons de la hauteur ! Tenons la crête ! ».

De ce point de vue, c'est peut-être, ces derniers jours, la question de la relation entre l'État et son bras armé, plus que celle du devoir de réserve *stricto sensu*, qui mérite réflexion, compte-tenu à la fois de notre longue histoire et des gros temps qui s'annoncent à l'horizon. Sans instrument de mise en œuvre de la violence légitime ou sans volonté ferme et déterminée de l'exercer, l'État ne serait plus qu'une organisation frappée d'obsolescence. Mais sans État, lui assurant ressources, écoute et reconnaissance, l'autorité militaire ne serait rien, et de la combinaison des carences naîtraient le malheur, la relégation ou la disparition de la Nation.

En réalité, nous recommandons à découvrir, nous, Français, que nos destinées individuelles et collectives ont partie liée avec les destins indissociables de l'État et des armées qui, elles, doivent être le rappel permanent à un ordre dérangeant des choses : c'est là d'ailleurs que réside une grande part de leur légitimité.

Ces considérations faites, il faut redescendre dans la plaine, réelle ou virtuelle. C'est là où se frottent les intelligences, s'affrontent les volontés et se confrontent les opinions, là où celui qui a le souci de la Cité

et de ses soldats, fort de points de vue mûris et documentés, informe par de multiples procédés et, le cas échéant, débat et intervient.

En tout état de cause, avec la perspective des élections présidentielles de 2022, les mois qui viennent ne manqueront pas de fournir matière à réflexion et action dans les domaines de la sécurité et de la défense : il faudra saisir les occasions offertes, au-delà des controverses de forme qui ne sont pas toutes négligeables, pour que soient mis en lumière, avec intelligence et souci du Bien Commun, les grands enjeux qui conditionnent notre avenir et que soient explicitées les réponses que les prétendants à la magistrature suprême veulent y apporter.

Que ceux qui partagent ces soucis n'hésitent donc pas à rejoindre les rangs de l'ASAF !

La RÉDACTION de l'ASAF
www.asafrance.fr